

Les infos

Vendredi 6 mars 2015



RENCONTRE AU 35^{ème}

Comme chaque trimestre maintenant, Frédéric Oudéa a reçu les représentants nationaux des syndicats mardi 3 février. Ces entretiens d'environ 2 heures permettent de faire un point sur la situation et d'échanger sur le top ten des préoccupations du moment. A deux jours des annonces du variable, nous ne pouvions pas manquer l'occasion de rappeler à notre hôte l'engagement qu'il avait pris l'an dernier d'ouvrir une concertation sur l'attribution du variable. L'engagement est resté lettre morte, ou quasi comme telle depuis. « Si vous me demandez de supprimer le côté discrétionnaire du variable, ..., ce n'est pas possible » nous aura-t-il répondu. Nous avons dû lui rappeler que notre exigence dans le domaine est de permettre à chaque salarié à qui on annonce un variable de pouvoir en comprendre le montant, son évolution et qu'il ait la visibilité pour pouvoir se situer dans son métier, en tenant compte de son ancienneté, sa séniorité, etc. C'est le minimum que l'exercice doit permettre, et c'est la loi, surtout avec les montants dont on parle maintenant... fussent-ils en baisse, comme dans les centraux (-10%) ou en stagnation moyenne pour le réseau (chacun sait que « moyenne » ne signifie pas « pour tous »...). Une prochaine réunion devrait avoir lieu, mais la récente signature de l'accord salarial (avec « zéro » augmentation) a donné un signe très négatif pour obtenir maintenant une discussion positive sur les rémunérations. « Nous continuerons à être très exigeants sur les rémunérations » nous a-t-il prévenu. Autre sujet, dans la rubrique « on n'a pas fait ce qu'on avait dit qu'on

ferait » : examiner les conditions du transfert des 4.500 postes de l'Est parisien vers l'Ouest. Nous lui avons rappelé qu'en obtenant de sa part cet exercice partagé, notre ambition était, dès février 2014, de pouvoir débattre de l'objectif à atteindre et des conditions pour l'atteindre. Le fait que l'on nous annonce que 75% des postes soient identifiés est extrêmement inquiétant car nous avons le temps de faire en sorte qu'aucun salarié ne soit contraint à cette délocalisation. Il reste encore quelques mois pour avancer positivement. La direction nous a donc informés qu'elle allait nous recevoir (enfin) dans un premier temps avec Françoise Mercadal, puis dans le cadre d'une concertation.

VOX POPULI, VOX DEI

Au-delà des problématiques sociales (salaires, conditions de travail), l'entretien aura principalement porté sur les enjeux en termes d'emplois. La principale menace qui inquiète le Président est l'idée en gestation du côté du Président (l'autre, celui de l'Elysée) : l'instauration d'une taxe sur les transactions financières comme bon moyen de financer son projet pour lutter contre le réchauffement de la planète. Si cette taxe se met en place sur Paris, le décalage de concurrence avec sa concurrente londonienne deviendrait alors trop fort et justifierait des délocalisations d'activité. Nous lui avons aussi parlé de la rafale de nouvelles ponctions sur les agences (pénalités sur les renvois téléphoniques, sur les rachats/renégoc de crédits, ainsi que celles sur la conformité des comptes pro). La rentabilité des agences est lourdement pénalisée et l'exaspération monte d'autant. Même si ce n'est pas le but affiché, la crainte existe de voir ces ponctions servir au final d'explications pour la fermeture de quelques unes d'entre elles. C'est le bon moment pour vous poser la bonne question : qui nous représente au Conseil d'Administration ? ... et à partir du 12 mars prochain, de choisir des représentants CGT au CA. Nous étions arrivés 2^{ème} dans chaque collège au 1^{er} tour. Seul le 1^{er} dans chaque collège sera élu. C'est donc possible ... mais ça dépend de vous maintenant.



CGT Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr
Internet: www.cgt.socgen.fr
Intranet: Portail SG, le groupe, Espace syndical, CGT